

*Questions orales*

Le ministre entend-il céder certains pouvoirs au Québec en matière de télécommunications, et quelle position prendra le gouvernement devant les instances du Québec?

**L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications):** Monsieur le président, nous sommes très conscients des réclamations que formule le Québec à l'heure actuelle, et nous avons exprimé l'intention de discuter n'importe quelle question que le Québec ou n'importe quelle autre province voudrait discuter, pourvu que le Québec ou n'importe quelle autre province, en faisant ses réclamations, accepte elle aussi de discuter toute sa législation et toute son attitude jusqu'ici.

**M. Latulippe:** Monsieur le président, le ministre dirait-il également quel sera le rôle des provinces dans le domaine des communications? Le gouvernement central cédera-t-il une partie de ses juridictions aux provinces, et les propriétaires d'entreprises de télédiffusion par câble seront-ils soumis à deux juridictions?

**M. Pelletier (Hochelaga):** Monsieur le président, quand on aborde avec les provinces une discussion qui porte précisément sur les questions que pose l'honorable député, il est bien difficile de donner la réponse avant que les discussions aient eu lieu. Nous avons voulu presser les choses avec les provinces. Celles-ci essaient de les retarder. Elles voulaient que la prochaine conférence ait lieu en juin. Nous avons réussi à gagner trois mois. Mais je ne puis évidemment pas donner la réponse avant que nous ne soyons arrivés à des conclusions, puisqu'il s'agit d'une discussion de bonne foi de notre part, et j'espère aussi de la part des provinces.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LA POLITIQUE CANADIENNE RELATIVE AU  
COLONIALISME PORTUGAIS ET À LA FOURNITURE  
D'ARMES—LA POSITION DU CANADA À LA PROCHAINE  
CONFÉRENCE DE L'OTAN

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Monsieur le président, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Vu la reconnaissance aux Nations Unies par le gouvernement du Canada, à plusieurs reprises depuis 1962 et dernièrement lors de la réunion des premiers ministres du Commonwealth à Ottawa, du droit au libre choix de gouvernement du peuple angolais et vu l'exploitation de 15 millions de Noirs par 700,000 Blancs privilégiés, quelle sera l'attitude du Canada lors de la prochaine conférence de l'OTAN au sujet de l'utilisation d'armes de l'OTAN ou de pays membres de l'OTAN par le Portugal contre l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, l'attitude du gouvernement canadien à l'égard des politiques colonialistes du Portugal a été exposé à bien des reprises, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre, et j'en ai fait part moi-même au ministre des Affaires étrangères du Portugal. Nous nous opposons à la politique colonialiste du Portugal.

**Des voix:** Bravo!

**M. Sharp:** Nous ne fournissons pas d'armes au Portugal et je pense, pour ainsi dire, que c'est une erreur de parler des armes de l'OTAN. Il n'existe pas d'armes de l'OTAN

[M. Latulippe.]

comme telles. Certains pays fournissent des armes et ils le feraient sans doute, qu'ils soient membres de l'OTAN ou non.

[Français]

L'ASSISTANCE AUX VICTIMES DE LA FAMINE EN  
ÉTHIOPIE

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Étant donné les révélations qui ont été faites ces jours derniers par Radio-Canada au sujet des enfants d'Éthiopie qui meurent par milliers, victimes de la faim, le gouvernement peut-il laisser savoir à la Chambre quelles dispositions, au-delà de ce qui a pu avoir été fait à ce jour, il entend prendre pour que le Canada participe au soulagement de ces victimes dont le sort trouble la conscience humaine internationale?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, si je puis me permettre de mentionner un comité, j'ai annoncé à celui des prévisions budgétaires en général que le Canada était décidé à consacrer 1.5 million de dollars au soulagement de la souffrance en Éthiopie. C'est notre deuxième contribution. La première était un montant nominal de \$50,000, versé à la Croix-Rouge canadienne.

LA POLITIQUE COLONIALE DU PORTUGAL—LES MOTIFS  
DE L'ABSTENTION DU CANADA AU VOTE DE L'ONU  
RELATIF À LA RECONNAISSANCE DE LA GUINÉE-BISSAU

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, puis-je adresser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question supplémentaire à la première sur la politique portugaise et l'horreur qu'elle inspire au gouvernement. Je me demande si le ministre peut expliquer pourquoi, en septembre, le Canada s'est abstenu de reconnaître la Guinée portugaise et si notre gouvernement a pris une résolution à la conférence de l'OTAN pour déterminer si, en ce qui concerne la Guinée portugaise, le gouvernement jouissant de l'appui de plus de 90 pays est légitime?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous aimerions que toutes les colonies portugaises soient indépendantes, y compris ce que l'on appelle maintenant la Guinée-Bissau. Dès que le groupe qui appuie l'indépendance de la Guinée-Bissau s'affirmera dans tout le pays comme gouvernement qui peut assumer ses obligations internationales, nous le reconnaitrons.

**M. MacDonald (Egmont):** Je me demande si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait être un peu plus clair. Étant donné que quelque 90 pays, je pense, ont voté aux Nations Unies en faveur d'une reconnaissance du gouvernement de la Guinée-Bissau et que nous avons reconnu le gouvernement du Chili qui jouit d'un appui public bien moindre, pourrais-je demander quelle autre preuve il faudrait au gouvernement du Canada pour reconnaître que ce régime est légitime?

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nous avons reconnu le nouveau gouvernement du Chili parce qu'il avait le contrôle effectif du pays. Malheureusement, les militants, guerillas ou quelque soit le nom qu'on leur donne, essaient